

RAUTUREAU Bernard, Gabriel, Philippe

Etat civil :

Né le 2 septembre 1941 au Petit Bourg des herbiers (Vendée).

Famille :

Fils de Pierre Rautureau, Menuisier, et de Marie-Louise Bardon. Marié à Marie-Antoinette Gilbert, infirmière¹, trois enfants (à la date de 1974)², Vincent, Armelle, Caroline.³

Position :

(1999) Inspecteur général des P.T.T. Président Directeur Général de Mediapost.⁴

Formation :

Collège Institution Richelieu à La Roche-sur-Yon. Baccalauréat Mathématiques élémentaires (1960⁵).⁶ Cycle préparatoire à l'entrée à l'E.N.S.P.T.T. 1970-1971.⁷ E.N.S.P.T.T. 1971-1974, 3è/18 concours entrée.⁸ 9è sortie classement E.N.A.⁹ Stage Poste rapport : "La présence postale en zone rurale", mai 1974.¹⁰ Stage de Direction à la Direction Régionale des Services Postaux de Nantes des 19-29 octobre 1971 et 29 novembre au 10 décembre 1971.¹¹

Service militaire :

4 mai 1961 au 15 janvier 1963. Sergent de réserve.¹²

Carrière :

-1960 :

Date d'entrée dans l'administration : 5 août 1960, grade Contrôleur CT, Bureau Rennes cours.¹³ Concours de Contrôleur (CT) (40è¹⁴).¹⁵ Cours suivis à Rennes spécialité Poste (Mixte) (20 août 1960) et à Villejuif spécialité Radio (janvier 1961).¹⁶

¹ Who's who in France, 1998, p. 1 444.

² A.N., 950497, carton 11, tableau renseignements E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

³ La documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

⁴ Annuaire de l'E.N.S.P.T.T., 1999, p. 209. A sa naissance, Mediapost est une Filiale du groupe La Poste et de GMF, orientée vers le marketing direct. Elle gère et commercialise une base de données non nominative sur les tournées de distribution, utilisable par les clients de La Poste afin de concevoir un postcontact ciblé (produit de prospection commerciale et de promotion non adressé, distribué seulement à une clientèle ciblée). Inventaire des A.N., Service National des Archives, Archive du ministère des P.T.T. et de La Poste, Dossiers des directeurs chargés des services courrier, 1974-1991, C.A.C. 990382, inventaire p. 15.

⁵ A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. sortie promotion 1971-1974.

⁶ A.N., 950497, carton 11, tableau renseignements E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

⁷ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 11, promotion 1971-1974, dossier carrière administrative.

⁸ A.N., 950497, carton 11, tableau renseignements E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

⁹ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 11, promotion 1971-1974, dossier individuel.

¹⁰ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 11, promotion 1971-1974, dossier stage Poste.

¹¹ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 11, promotion 1971-1974, dossier stage Direction.

¹² A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

¹³ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 11, promotion 1971-1974, dossier individuel.

¹⁴ A.N., 950497, carton 11, fiche de renseignements relative à la formation préalable des élèves, E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

¹⁵ A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. sortie promotion 1971-1974.

¹⁶ A.N., 950497, carton 11, fiche de renseignements relative à la formation préalable des élèves, E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

-1965 :

Cours suivis à Paris en novembre 1965 spécialité Statistiques. Cours suivis à Bordeaux, octobre 1966 IN Poste.¹⁷

-1966 :

Concours d'Inspecteur (IN) Juin 1966 option Mathématiques, 200è.¹⁸ A Segré (Maine-et-Loire) IN trois ans (avant entrée E.N.S.P.T.T.).¹⁹ Contrôleur (CT) Nantes (guichet) 2 ans; (équipe statistique) 1 an.²⁰ Concours INE 1966 (n°200).²¹ Inspecteur (IN) à Segré (Maine-et-Loire) (tous services postaux) 3 ans.²²

-1971 :

Août 1971 : Administrateur élève, ENSPTT.²³

Novembre 1971 : Concours d'Inspecteur adjoint (INPAD) 1971 Cycle préparatoire 1970-1971.²⁴ Chargé des fonctions d'INPAD à la Direction des câbles sous-marins, nommé Inspecteur Principal Adjoint (Services Administratifs) à Paris Direction des Câbles sous-marins.²⁵

-1973 :

Stage de Direction à Région Nantes 19 au 29 octobre 1973 et du 29 novembre au 10 décembre 1973.²⁶ Stage en entreprise à Saint-Gobain du 4 septembre 1972 au 10 novembre 1972 (En usine du 4 au 18 septembre, puis Direction du Plan de Saint-Gobain Industries du 18 au 10 novembre : étude consacrée à la rentabilité des investissements sous forme de prises de participation²⁷)²⁸. Date d'entrée dans l'administration : 5 août 1960 grade CT, Bureau Rennes cours.²⁹ INE 1966 Bordeaux Cours.³⁰ IN 1967/1969 Segré.³¹ Entre dans l'administration

¹⁷ A.N., 950497, carton 11, fiche de renseignements relative à la formation préalable des élèves, E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

¹⁸ A.N., 950497, carton 11, fiche de renseignements relative à la formation préalable des élèves, E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

¹⁹ A.N., 950497, carton 11, fiche de renseignements relative à la formation préalable des élèves, E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

²⁰ A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. sortie promotion 1971-1974.

²¹ A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. sortie promotion 1971-1974.

²² A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. sortie promotion 1971-1974.

²³ Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, F.O.-P.T.T., 1973, p. 31. BHPT : PC 00463.

²⁴ A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. sortie promotion 1971-1974.

²⁵ Informations cadres, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, n°6/71, juillet 1971, rubrique III " Recrutement et formation ", archives C.G.T.-P.T.T..

²⁶ A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. sortie promotion 1971-1974.

²⁷ A.N., 950497, carton 11, résumé du stage effectué sous la direction de M. Francis MER, E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

²⁸ A.N., 950497, carton 11, fiche récapitulative de la scolarité E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

²⁹ A.N., 950497, carton 11, fiche récapitulative de la scolarité E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

³⁰ A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

³¹ A.N., 950497, carton 11, fiches renseignements E.N.S.P.T.T. promotion 1971-1974.

depuis le 21 août 1960³². *Aux P.T.T. : Contrôleur (1960-1966) à Paris puis à Nantes*³³. *Inspecteur (1966(à Segré M.-et-Loire³⁴)-1970).*

-1971 :

Administrateur (1971).

-1974 :

Adjoint à l'Agent comptable central (1974-1977) à la direction du Budget et de la comptabilité.

-1978 :

Chef du bureau de doctrine et de technique comptable (1978-1980) à la direction du Budget et de la comptabilité.

-1980 :

*Détaché comme rapporteur à la Cour des comptes (1980-1982). Rapporteur sur les services du ministère de la Défense.*³⁵

-1982 :

*31 décembre 1982 : administrateur hors classe.*³⁶

-1983 :

*Chargé de la sous direction des affaires générales à la direction du Budget et de la comptabilité (janvier 1983-1984) auprès de Louis Mexandeau (ministre des P.T.T.) (1983-1984). Chargé de mission auprès de B. Zuber, directeur de cabinet de L. Mexandeau.*³⁷

22 novembre 1983 : Chargé de la sous-direction affaires juridiques et internationales à la Direction du Budget et de la Comptabilité du ministère des P.T.T. en remplacement de Jean Garroux. Conserve ses fonctions auprès du directeur de cabinet de L. Mexandeau en suivant notamment les travaux de l'Inspection générale et les problèmes liés à l'organisation comptable des P.T.T.³⁸

6 décembre 1983 : Inscrit au tableau d'avancement pour le grade d'administrateur Hors Classe.³⁹

³² Jacques Lemerrier (dir.), Annuaire général des cadres Supérieurs du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, Paris, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T.-Force Ouvrière, 1988.

³³ Encyclopédie périodique. Economique, Politique & Administrative, Postes et Télécommunications, "L'administration française, les ministères", Biographies, Paris, Société Générale de Presse, 14 juin 1985.

³⁴ Encyclopédie périodique. Economique, Politique & Administrative, Postes et Télécommunications, "L'administration française, les ministères", Biographies, Paris, Société Générale de Presse, 14 juin 1985.

³⁵ Le Monde Affaires, 19 novembre 1988, p. 15.

³⁶ Encyclopédie périodique. Economique, Politique & Administrative, Postes et Télécommunications, "L'administration française, les ministères", Biographies, Paris, Société Générale de Presse, 14 juin 1985.

³⁷ INF. TELECOM ET TELEMATIQUE, n°1532-1533, 21-22 novembre 1983, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665 (F 90 bis 6345).

³⁸ INF. TELECOM ET TELEMATIQUE, n°1532-1533, 21-22 novembre 1983, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665 (F 90 bis 6345).

³⁹ INF. TELECOM ET TELEMATIQUE, n°1540, 6 décembre 1983, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665 (F 90 bis 6345).

-1984 :

26-27 septembre 1984 : Participe à la réunion du groupe de travail AP/GT3 de la CEPT présidé par Legouet (Documentation sur les administrations de la CEPT-Comptes officiels sous forme simplifiée; Etablissement des comptes harmonisés; Méthodologie des prix de revient; Unité monétaire; Informations monétaires; Etude sur les charges sociales des administrations de la CEPT; Communication des documents édités par le groupe AP/GT3; Etude sur la productivité des Administrations de la CEPT; Etude sur le contrôle interne des administrations de la CEPT).⁴⁰

Octobre 1984 : En tant qu'administrateur Chargé de la Sous-direction Affaires Générales et Internationales et Représentant de la Direction du Budget et de la Comptabilité, fait partie du groupe de travail (présidé par Pierre Bertinotti nommé président du groupe par le ministre des P.T.T. Louis Mexandeau) chargé de recueillir les réactions sur la diffusion du rapport Chevallier; le groupe de travail devant en principe rendre son rapport le 15 novembre 1984.⁴¹

-1985 :

Février 1985 : Sous-directeur de la sous direction des affaires générales à la direction du budget et de la comptabilité (1985).

-1986 :

*Sous-directeur de la comptabilité et des affaires juridiques de la Poste à la direction financière de la direction générale de la Poste (avril 1986-1988). En août (circulaire du 1er août 1986) 1986 est créé le service juridique de la Poste à la suite du décret (n°86-129) du 28 janvier 1986 portant organisation de l'administration centrale du ministère des P.T.T. et du décret (n°636) du 5 mars 1986 relatif aux attributions de la direction générale de la Poste.*⁴²

-1988 :

5 octobre 1988 : Participe à la réunion (en même temps que entre autres Pappalardo) sur la Poste à l'échéance 1992 organisée par le conseiller du Directeur général de la Poste (M.-C. Chapelle) (A-Rappel des données de l'environnement; B-Objectifs de la réunion; 1-Reprenre la liste des études listées lors du CDG du 12 juillet 1988; 2-Déterminer les modes de fonctionnement du nouveau " groupe de travail "; I-Etudes à réaliser avant décembre 1988; 1-1 Monopole " Le coût de l'obligation de service public "; 1-2 Monopole; 1-3 Liberté de service et d'établissement établi par l'AUE Législation européenne en matière de fourniture de biens et services; 1-4 Harmonisation de la gamme de services de la qualité de service/harmonisation tarifaire; 1-5 Systèmes de compensation financière (frais terminaux/quote-part); 1-6 Etudes services financiers; 1-7 Assujettissement de la Poste à la TVA; 1-8 Compatibilité avec le traité de Rome, de l'agence de services créée à Bruxelles; II- Modes de fonctionnement du nouveau " groupe de travail "; III-Préparation de la réunion interministérielle du 22 octobre 1988.).⁴³

9 novembre 1988 : Nommé par le Conseil des Ministres du 9 novembre 1988 *Directeur des affaires communes en remplacement d'André Darrigrand) (9 novembre 1988, à ce titre*

⁴⁰ Compte rendu de la réunion du groupe de travail AP/GT3 à Paris, 26-27 septembre 1984, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 960442/1.

⁴¹ Lettre de mission de Louis Mexandeau à Pierre Bertinotti, 10 octobre 1984, et composition du groupe de travail présidé par Pierre Bertinotti, in Ministère des P.T.T., Synthèse des réactions suscitées par le rapport sur l'avenir de la Poste, décembre 1984, ronéo, 199 p., archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 980486/1.

⁴² Bulletin Officiel des P.T.T., 1986, doc. 258 Po 52, diff. Apo 102, p. 303.

⁴³ Compte rendu de la réunion du 5 octobre 1988, archives de la Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3.

chargé de l'ensemble des aspects sociaux et budgétaires du ministère⁴⁴), Inspecteur général des postes, des télécommunications et de l'espace (1988).

-1989 :

27 juin 1989 : Adresse à Hubert Prévot la synthèse des 108 réunions organisées par la Direction des Affaires Communes qu'il dirige, sur "l'avenir du service public de la Poste et des Télécommunications.". Estime qu' "Aucun incident particulier n'a été signalé. Les réunions internes à la DAC se sont déroulées normalement : 70% des agents étaient présents avec un taux de participation au débat très variable de l'ordre de 15% à 75%. La présence syndicale dans les services ne saurait expliquer à elle seule le taux de participation. Dans certaines réunions les représentants syndicaux ont pu monopoliser la parole, dans d'autres, la présence syndicale a facilité au contraire une plus grande participation des agents. Mais cette consultation a provoqué de nombreuses réactions parmi le personnel en raison de l'absence même de propositions et d'éléments sur l'alternative proposée par votre rapport. Le personnel a cependant saisi l'opportunité qui lui était offerte de demander la revalorisation de son statut actuel de fonctionnaire aux PTE et l'autonomie du service public."⁴⁵

29 juin 1989 : Assiste à la séance de la Commission consultative "Personnel-Budget" présidée par le Conseiller d'Etat Danaud, vice-président du Conseil supérieur des PTT. "Au cours de cette séance, il a tout d'abord rappelé les conséquences de l'application de l'accord salarial 1988-1989 qui, en plus de la revalorisation des rémunérations et de l'attribution de 3 points d'indice à l'ensemble du personnel ont conduit à l'inscription d'un crédit de près de 360 MF. Il a présenté ensuite avec les Chefs des services du personnel de la Poste et de France Télécom les différentes propositions budgétaires pour 1990 en ce qui concerne le personnel et le budget social. (...)"⁴⁶

6 juillet 1989 : Assiste à la séance du Conseil Supérieur des Postes et Télécommunications (en même temps que entre autres G. Delage, M. Roulet, P. Quilès, E. Delchier).⁴⁷

21 novembre 1989 : -Participe à la réunion du Comité de pilotage de la réforme (avec entre autres G. Moine, Y. Cousquer, B. Bonneton, B. Lasserre, E. Delchier, M. Roulet), (Organisation des prochaines réunion du Comité de Pilotage ; Diffusion du dossier remis au cadres; Lancement de la Commission pour la réforme des classifications; Lancement du groupe de synthèse institutionnel; Associations d'experts contacts extérieurs concernant la réforme institutionnelle; Communication).⁴⁸

-Participe à la réunion de la Commission de l'Institutionnel (avec entre autres Delchier, Lestrade, Lasserre, Vieilledent).⁴⁹

-1990 :

10 mai 1990 : le ministre des PTE Paul Quilès remercie personnellement les fonctionnaires qui ont participé à l'élaboration du texte réformant le statut des P.T.T. dont M. Rautureau :

⁴⁴ Messages des postes, des télécommunications et de l'espace, n°381, décembre 1988-janvier 1989, p. 7.

⁴⁵ Note de B. Rautureau à H. Prévot en introduction de la synthèse des réunions organisées par la DAC, 27 juin 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/5.

⁴⁶ Procès verbal de la séance du 6 juillet 1989 su Conseil supérieur des Postes et Télécommunications, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 910752/2.

⁴⁷ Procès verbal de la séance du 6 juillet 1989 su Conseil supérieur des Postes et Télécommunications, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 910752/2.

⁴⁸ Comité de pilotage, Compte-rendu n°1, réunion du 21 novembre 1989, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/8.

⁴⁹ Compte rendu succinct de la réunion de la commission de l'institutionnel, 21 novembre 1989, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/8.

“ Je rends également hommage, même si tel n’est pas l’usage, à la centaine de fonctionnaires qui ont participé à l’élaboration du texte et à la réforme des classifications, en tout premier lieu à M. Moine, qui a présidé le comité de pilotage, à M. Delchier, qui s’est occupé de la partie institutionnelle, à M. Burillon, qui était chargé de la partie classification, ainsi qu’aux quatre directeurs, MM. Roulet, Cousquer, Rautureau et Lasserre. (...) ”⁵⁰

16 juillet 1990 : Nommé (en même temps que entre autres Delchier, Cousquer, Perret, Roulet, et comme membres suppléants entre autres G. L’Homme) représentant de l’administration auprès du Comité Technique Paritaire Central de la Direction des Affaires Communes (D.A.C.) (arrêté n°3954 du 16 juillet 1990).⁵¹

18 juillet 1990 : Signe en tant que Chef de Service chargé de la Direction Financière, avec B. Rautureau et M. Seigner, une note aux Chefs de service régionaux des Postes, aux Directeurs régionaux des Télécommunications, aux chefs de service de comptabilité des Postes et Télécommunications, une note sur la Mise en place de la nouvelle organisation comptable dans le cadre de la réforme des P.T.T. (Comptabilité commerciale sera mise en oeuvre à partir du 1er janvier 1991 à la Poste et France Telecom. Abandon de la comptabilité publique entraîne la disparition des Services Régionaux de Comptabilité. Modalités d’affectation du personnel partagé entre France Télécom et la Poste. Mise en oeuvre de la procédure d’affectation du personnel à partir du 1er septembre 1991. Mise en place du Service Commun de Comptabilité).⁵²

21 décembre 1990 : Directeur de l’administration générale au ministère des PTE.⁵³

-1991 :

*Directeur général adjoint de La Poste, directeur des affaires comptables juridiques et fiscales de La Poste, exploitant autonome public.*⁵⁴

-1992 :

*Membre du Conseil d’Administration de France Télécom en tant que représentant de l’Etat (décret en date du 14 décembre 1990)*⁵⁵.

Décembre 1992 : Président-directeur général de Sécuripost (1992 en remplacement de François Aron). Directeur général adjoint chargé de la direction des affaires comptables, juridiques et fiscales (1991-1994).

-1994 :

*Février 1994 : Directeur de l’Audit (février 1994-1996) de la Poste.*⁵⁶ *Président du Directoire (1994-1995).*⁵⁷

⁵⁰ Assemblée Nationale, Compte rendu analytique officiel, 1ère séance du jeudi 10 mai 1990, p. 19, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 980486/1.

⁵¹ Bulletin Officiel P.T.T., 1990, doc 1040 DAC 13, diff Z, p. 51.

⁵² Note de Cl. Bourmaud, B. Rautureau, M. Seigner, 18 juillet 1990, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/4.

⁵³ “ Bernard Rautureau ”, La Documentation Permanente, Postes et Télécommunications, Paris, Société Générale de Presse, 1997. Bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines, Fontainebleau.

⁵⁴ “ Bernard Rautureau ”, La Documentation Permanente, Postes et Télécommunications, Paris, Société Générale de Presse, 1997. Bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines, Fontainebleau.

⁵⁵ France Telecom. Revue française des Télécommunications, décembre 1990.

⁵⁶ La lettre des cadres de La Poste, 23 mars 1995, n°328.

⁵⁷ “ Bernard Rautureau ”, La Documentation Permanente, Postes et Télécommunications, Paris, Société Générale de Presse, 1997. Bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines, Fontainebleau.

-1995 :

Mars 1995 : Président du Conseil de surveillance (depuis mars 1995) du groupe Ardial (fusion de Sécuripost et de Sesco SA-Crédit Agricole)⁵⁸ (Georges Pauget assurant la vice présidence du conseil de surveillance).

-1996 :

Président-directeur général de Médiapost (depuis 1996). Administrateur de France Télécom (1991). Président du conseil de surveillance de Ardial (Filiale de La Poste, issue de la fusion de Sécuripost et de Sesco SA-Crédit Agricole) (en date de novembre 1997).⁵⁹ Président du conseil de surveillance de la Société Ardial depuis le 3 avril 1995.⁶⁰ Depuis le 11 avril 1996 est nommé PDG de Médiapost, filiale de Sofipost spécialisée dans la publicité ciblée en boîte à lettre, en remplacement de Aimé Perret nommé directeur délégué pour le Nord-Ouest.⁶¹ Nommé en juin 1994 président du directoire du groupe Ardial (fusion de Sécuripost et de Sesco SA (Crédit-Agricole)), continuera d'assumer en parallèle ses fonctions de directeur de l'Audit au siège de La Poste.⁶² Nommé Directeur de l'audit au Siège de La Poste à compter du 7 mars 1994 (Décision n°177 du 7 février 1994), assure jusqu'au 13 mars inclus l'intérim de la direction des affaires comptables juridiques et fiscales.⁶³ Administrateur de l'Institut des auditeurs consultants internes (I.F.A.C.I.) depuis 1995.⁶⁴ 31 décembre 1982 : administrateur hors classe des P.T.T.⁶⁵ Février 1985 : sous-directeur.⁶⁶ Novembre 1988 : Inspecteur général des P.T.T.⁶⁷

-1990 :

26 Février 1990 : Nommé membre titulaire du comité technique paritaire ministériel en qualité de représentant de l'administration à la direction des affaires communes (arrêté n°1232 du 26 février 1990).⁶⁸

14 juin 1990 : Nommé membre titulaire du comité central d'hygiène et de sécurité du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'espace en qualité de représentant de l'administration (en même temps que Y. Cousquer, M. Roulet, E. Delchier, J.-C. Grynberg, J.-C. Tabary, J. Stocki, A. Perret, A. Simoncini, B. Poisson, A. Rabotin, E. Moulin) (arrêté n°3244 du 14 juin 1990).⁶⁹

9 Juillet 1990 : P. Quilès signe en tant que ministre des PTE avec les organisations syndicales C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. l'accord sur le cadre général de la réforme des classifications du personnel des P.T.T. (co-signataires : Marcel Roulet en tant que Directeur Général de France Télécom, Yves Cousquer en tant que Directeur Général de la Poste, Bernard Rautureau en tant que Directeur des Affaires Communes), (I - Principes de la nouvelle classification des fonctions, 1-1-Les principales étapes de l'établissement de la classification des fonctions, 1-2-Niveaux de fonctions et domaines professionnels; 1-3-Niveaux et classes de fonctions; 1-4-

⁵⁸ " Bernard Rautureau ", La Documentation Permanente, Postes et Télécommunications, Paris, Société Générale de Presse, 1997. Bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines, Fontainebleau.

⁵⁹ Bottin administratif 1998, Paris, Société du bottin administratif, novembre 1997, p. 380.

⁶⁰ La Documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

⁶¹ La lettre des cadres de La Poste, 25 avril 1996, n°351.

⁶² La lettre des cadres de La Poste, 30 juin 1994, n°313.

⁶³ Bulletin des ressources humaines de La Poste, 1994, p. 4, in Bulletin Officiel de La Poste, 1994.

⁶⁴ La Documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

⁶⁵ La Documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

⁶⁶ La Documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

⁶⁷ La Documentation permanente, Paris, Société générale de Presse, 1996.

⁶⁸ Bulletin Officiel des P.T.T., 1990, DAC/B41, 1011 DAC 4, p. 21.

⁶⁹ Bulletin Officiel des P.T.T., 1990, DAC/B41, doc 1030 DAC 10, p. 45.

Corps et grades dans la nouvelle classification; II - Reclassification et reclassement des agents; 3-1-Reclassification; 2-2-Reclassement, 2-3-Structures fonctionnelles cibles; III - L'évolution des règles de gestion dans le nouveau cadre; IV - Modalités d'application de la réforme; 4-1-Cas des personnels retraités ou partant à la retraite durant les quatre années; 4-2-Cas des personnels non titulaires; 4-3-Régime des primes; V - Mesures spécifiques pour l'Ile-de-France; 1-Mieux informer et mieux accueillir; 2-Mieux répondre aux besoins en matière de logement; 3-Améliorer qualité de l'aide aux familles; 4-Etudier et définir une politique de délocalisation notamment en ce qui concerne les services parisiens pour chaque exploitant; VI - Personnel du ministère; VII - Poursuite des travaux.).⁷⁰

16 juillet 1990 : Nommé membre titulaire du comité technique paritaire central de la direction des affaires communes, en qualité de représentant de l'administration (arrêté n°3954 du 16 juillet 1990).⁷¹ Il occupe le dernier poste de Directeur des Affaires Communes (D.A.C.) ancienne formule avant la séparation entre La Poste et France Télécom au 1er janvier 1991. A ce titre doit organiser la transformation de ces services généraux à missions "horizontales" en structures de Groupement d'Intérêt Economique (G.I.E.) ou Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.). Sous sa houlette, les Affaires Sociales et les pensions resteront des services communs à La Poste et France Télécom sous la forme d'un G.I.P. La réparation automobile, les services d'études de La Poste et des Télécommunications (S.E.P.T.); l'audiovisuel et les expositions et l'E.N.S.P.T.T. deviendront des G.I.E. A estimé que la structure de G.I.E. pour l'E.N.S.P.T.T. convenait mieux puisqu'elle permet à celle-ci de s'allier à d'autres Universités étrangères.⁷²

21 décembre 1990 : Assiste à la séance du Comité Technique Paritaire Ministériel (secrétaire de séance) en tant que Directeur des Affaires Communes (Intervient très peu).⁷³

-1991 :

23 avril 1991 : Nommé membre de la Commission Nationale de Concertation et de Négociation (C.N.C.N.) (en même temps que R. Limat, J. Lenormand, H. Capelle, G. Meynié, Cl. Bourmaud, A. Perret...) installée par Yves Cousquer le 23 avril 1991.⁷⁴

8 novembre 1991 : Participe (avec entre autres Limat, Vieilledent, Capelle, Bourmaud, Perret, Bonneton) au C.N.C.N. du 8 novembre 1991 sur le Commissionnement Commercial.⁷⁵

-1994 :

7 février 1994 : Directeur général adjoint, directeur des affaires comptables, juridiques et fiscales, Nommé Directeur de l'audit; assure jusqu'au 13 mars 1994 l'intérim de la direction des affaires comptables, juridiques et fiscales (Décision n°177 du 7 février 1994 à compter du 7 février 1994)⁷⁶.

⁷⁰ Accord sur le cadre général de la réforme des classifications du personnel des P.T.T., 9 juillet 1990, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/8.

⁷¹ Bulletin Officiel des P.T.T., 1990, DAC/B41, doc 1040 DAC 13, p. 51.

⁷² "Questions à : Bernard Rautureau, Directeur des Affaires Communes", Messages des Postes, Télécommunications et de l'Espace, Hors série, 1990, p. 92.

⁷³ P.V. de la séance du Comité Technique Paritaire Ministériel des PTE du 21 décembre 1990, p. 1, Archives de LA Poste, A.N., C.A.C., 940332/1.

⁷⁴ Note La Poste Information Presse, 24 avril 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

⁷⁵ Liste des participants au CNCN du 8 novembre 1991, Commissionnement Commercial, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/5.

⁷⁶ Bulletin des Ressources Humaines de La Poste, in Bulletin Officiel des Postes et Télécommunications, 1994, t. 1, doc. RH 1002 diff. z, p. 3.

- 2000 :

Novembre 2000 : remplacé à son poste de P D-G de Médiapost (filiale de Sofipost, spécialisée dans la publicité en boîte à lettres) par Philippe Grangeon, nommé vice-président de la holding Sofipost.⁷⁷

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

-1979 :

Maître de Conférence à l'Ecole Nationale des Services du Trésor (1979-1985).

-1984 :

Début 1984 : Auditionné par Jacques Chevallier lorsque celui-ci prépare son rapport L'avenir de la Poste. Rapport de mission au ministre des Postes et Télécommunications et de la Télédiffusion, Paris, La Documentation Française, juin 1984.⁷⁸

-1990 :

Accorde un entretien sur la transformation de la Direction des Affaires Communes à la revue Messages des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, n°hors série, 1990 (Transformation des services généraux au moment de l'acquisition par La Poste et France Télécom de la personnalité juridique et de l'autonomie financière; La transformation et le fonctionnement des services à vocation commune; Le sort Réservé à l'E.N.S.P.T.T.; Le reclassement des personnels des services communs; Relations de la Direction des Affaires Communes avec les différentes associations; Les nouvelles responsabilités de la Direction du Service Public et de la Direction de l'Administration Générale qui se partageront les effectifs de la Direction des Affaires Communes).⁷⁹

-1992 :

Septembre 1992 : “ La fiscalité de La Poste dans le cadre du contrat de plan ” (Conditions d'exercice de l'autonomie de La Poste du point de vue fiscal dans le cadre du contrat de plan, Fiscalité applicable à La Poste pendant la phase transitoire (juillet 1990-décembre 1993, Fiscalité applicable à La Poste à compter du 1er janvier 1994 (l'impôt sur les sociétés, taxes et participations assises sur les salaires, Taxes foncières et taxes professionnelles, taxe professionnelle), Conséquences liées à la fiscalisation de l'exploitant public de La Poste (Les spécificités du système fiscal français, Taxation sévères de divers produits, La place de la fiscalité au sein de La Poste), Cahiers de l'I.R.E.P.P., n°12, septembre 1992.

Activité politique, associative, syndicale :

*Secrétaire général de l'association amicale des élèves et anciens élèves de l'E.N.S.P.T.T., secrétaire administratif de la Fédération européenne des fonctionnaires administratifs supérieurs des P.T.T. (F.E.F.A.S.-P.T.T.).*⁸⁰

-1989 :

Membre du conseil supérieur de la Fonction publique (1989-1991). En mission au Mali pour le compte de la Banque mondiale (1980). Maître de conférence à l'Ecole nationale des services du Trésor (1979-1985), à l'Ecole nationale supérieure des P.T.T. (1980-1984). Président de la société littéraire de la Poste et de France Télécom. (depuis 1991). Assiste à la

⁷⁷ Flash info siège, n°43, novembre 2000, Comité pour l'Histoire de La Poste.

⁷⁸ Annexes du rapport de J. Chevallier, p. 123, SNA.

⁷⁹ “ Questions à : Bernard Rautureau, Directeur des Affaires Communes ”, Messages des Postes, Télécommunications et de l'Espace, Hors série, 1990, p. 92.

⁸⁰ Messages, n°260, septembre 1977, p. 14.

réunion du Comité ministériel de la formation du 2 décembre 1983 présidée par F. Aron au nom du ministre des P.T.T. : à la Direction du Budget et de la Comptabilité effort important pour des actions de formation. Le Conseil de Formation a été créé par un texte de septembre 1983.⁸¹

Directeur de la publication de la revue Juris P.T.T. dont il signe l'éditorial à la date de janvier 1991.⁸²

Juillet 1989 : Devient sociétaire (*intuite personnae*) de l'IREPP.⁸³
-1990 :

Novembre 1990 : A la date de novembre 1990 sociétaire et membre à titre consultatif de l'Assemblée générale de l'I.R.E.P.P.⁸⁴

Décorations, distinctions honorifiques :

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre National du Mérite (décret du Président de la République du 7 mai 1981 *J.O.* du 12 mai 1981).⁸⁵

⁸¹ A.N. C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/65, carton 65, dossier Comité ministériel de la formation, 2 décembre 1983.

⁸² Juris P.T.T., n°23, 1er trimestre 1991.

⁸³ La lettre de la DG, n°211, 13 juillet 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 960442/1.

⁸⁴ Dossier dactylographié de R. Malgoire sur "quel avenir pour l'IREPP?", 20 novembre 1990, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

⁸⁵ Bulletin Officiel des P.T.T., 1981, t.2, "Saumon", Cab, 149 cab 6, p. 7.